

RÉGION

11/05/2021

LIÈGE - ÉCONOMIE

C'est le divorce entre PwC et Enodia

Soupçonné d'irrégularités, le consultant a préféré démissionner

L.G.

Isabelle Rasmont, une réviseuse bien payée. Belga

Après McKinsey, c'est au tour du consultant PwC (Pricewaterhouse Coopers) à être inquiété par la mission de bonne gouvernance lancée par le nouveau conseil d'administration d'Enodia (ex-Publifin). Devant l'enquête menée à son égard, PwC a décidé de démissionner de son mandat de réviseur de toutes les sociétés faisant partie de l'intercommunale liégeoise.



Isabelle Rasmont, une réviseuse bien payée. Belga

Enodia, Nethys, Resa, Ogeo, Intégrale, VOO, Elicio... Quasi toutes les sociétés de la galaxie créée par Stéphane Moreau et consorts avaient leurs comptes annuels révisés chaque année par le célèbre consultant international PricewaterhouseCoopers. Et plus particulièrement par une dame, Isabelle Rasmont de Waterloo, en qui l'ancien management de Publifin avait visiblement toute confiance.

Et effectivement, elle approuvait chaque année les comptes des différentes filiales sans soulever trop de remarques. Un boulot sans doute à temps plein mais qui était fort bien rémunéré puisque, rien que sur l'année 2018, ce ne sont pas moins de 809.000 € qui lui ont été payés...

Tout cela a mené le nouveau management à la tête de l'intercommunale à s'intéresser d'un peu plus près au travail réalisé par Isabelle Rasmont. Il y a constaté plusieurs irrégularités dans sa révision des comptes 2017 et 2018, ce qui l'a également conduit à ne pas approuver son rapport 2019.

Devant ces soupçons, le consultant PwC a clairement demandé à Enodia de lui confirmer que ni Nethys ni d'autres sociétés du groupe Enodia n'envisageaient d'aucune manière d'intenter une action à l'encontre de PwC pour ses missions effectuées en 2017 et en 2018.

Une forme de chantage ?

Mais vu l'ampleur des irrégularités déjà constatées, le conseil d'administration de Nethys a refusé cette condition, « qui s'apparentait à une forme de chantage ». Le conseil d'administration d'Enodia s'est également prononcé dans le même sens.

Du coup, PwC a préféré démissionner de tous ses mandats, chez Enodia et dans toutes les filiales du groupe où il était encore, juste avant l'approbation des comptes 2020.

Enodia et Nethys vont donc relancer un nouveau marché public pour trouver un nouveau réviseur, comme l'avaient déjà fait Ogeo et Resa l'an dernier.

Le même travail de contrôle avait été opéré par l'autre grand consultant McKinsey qui avait amené ce dernier à rembourser 7 millions pour éviter un procès.